

[Text]

On page 2 of your brief you raise a question which I find very distressing, and that is that you have no hard data to deal with. We have discovered that no province in Canada has good data to deal with.

One of the frustrations of this committee has been that when we go to the federal department and ask how their data coincides with provincial data, we are told that that is a provincial responsibility and we are a federal department. When we go to provincial departments to ask how their data coincides with the federal data, they tell us that there is no comparison because they only deal with the provincial data. Do you have any idea whether there is any movement in this country towards actually collecting reliable data on child care? Is there any collection of actual spaces, actual need, potential need and that sort of thing? If there is no such movement, do you have any proposal for how that could be done?

Ms. Irwin: I have a strong sense that one of the research proposals from some university base or, perhaps, the Day Care Federation, is to collect that data with the use of some special initiatives money. I realize that that is a fairly vague answer. In our province, we have looked at examples like Metro Toronto, which produces a five-year planning paper on day care. They consider things that anybody else would think are basic—where do people live, where will people likely live five years from now, labour force figures and so on. Nova Scotia has 4,000 spaces and perhaps 250 of them ought to go to Bedford Sackville. I do not know enough about the history of social policy to know whether this extremely laissez faire way of letting an essential service emerge is common, but it seems wasteful, counterintuitive and irrational. But this is what the 4,000 space contest, apparently, is supposed to be in Nova Scotia. Whoever comes in first gets a space.

Senator Marsden: Are you saying, then, that there is no leadership in planning for child care, either in Nova Scotia or in Canada, or are you saying that it is in somebody's vested interest not to have data made known?

Ms. Irwin: I do not have a conspiracy theory here; I think it is due to lack of leadership. We get constant calls from various groups asking for help in designing a proposal, but there has to be some definitive way to get expertise and advice to people. We do not have provincial consultants who do that.

Senator Marsden: Are there any anywhere in Canada, to your knowledge?

Ms. Irwin: We hear about Ontario. In that province people are periodically hired to help community groups with things like this. Our province says that we ought to go to the special initiatives—that is where it is.

[Traduction]

À la page 2 de votre mémoire, vous soulevez une question qui me préoccupe beaucoup, il s'agit du fait que nous ne disposons pas de données fiables. Nous nous sommes aperçus qu'aucune province canadienne ne disposait de bonnes données.

Le Comité a éprouvé certaines difficultés lorsqu'il s'est adressé à un ministère fédéral pour lui demander si ces données coïncidaient avec les données provinciales et qu'on lui a répondu qu'il s'agissait-là d'une responsabilité provinciale distincte de celle du ministère fédéral. Lorsque nous nous adressons aux ministères provinciaux pour demander si leurs données coïncident avec les données fédérales, ils nous répondent qu'ils ne peuvent établir de comparaison puisqu'ils ne s'occupent que des données provinciales. Savez-vous s'il existe une initiative qui vise à recueillir des données fiables concernant la garde d'enfants? A-t-on recueilli les chiffres concernant les places disponibles actuellement, les besoins actuels, les besoins potentiels et ce genre de choses? S'il n'existe pas d'initiative en ce sens, pouvez-vous suggérer une façon de le faire?

Mme Irwin: Je crois savoir qu'il y a une université ou peut-être la Fédération des garderies qui projette d'effectuer une étude consistant à recueillir ce genre de données à l'aide des fonds destinés aux initiatives spéciales. Je sais qu'il s'agit-là d'une réponse assez vague. Dans notre province, nous avons examiné ce que fait le Toronto Métropolitain, qui publie un plan quinquennal concernant les garderies. Ils examinent les facteurs de base—quels sont les secteurs résidentiels, où se situeront-ils dans cinq ans, les chiffres concernant la main-d'œuvre et ainsi de suite. En Nouvelle-Écosse, il y a 4 000 places de garderie et il faudrait peut-être en accorder 250 à Bedford Sackville. Je ne connais pas suffisamment l'histoire des politiques sociales pour savoir si c'est la façon habituelle de combler un besoin essentiel mais cette façon me paraît irrationnelle, inefficace et contraire au bon sens. Mais c'est ce que veut dire, semble-t-il, cette course aux 4 000 places en Nouvelle-Écosse. Le premier arrivé est le premier servi.

Le sénateur Marsden: Cette situation s'explique-t-elle, d'après vous, parce qu'il n'y a pas de leadership dans le domaine de la planification de la garde d'enfants, que ce soit en Nouvelle-Écosse ou au Canada ou parce que quelqu'un a intérêt à ce que ces données ne soient pas connues?

Mme Irwin: Je ne pense pas qu'il faille parler de complot dans ce cas; je pense qu'il s'agit d'un manque de leadership. Nous recevons souvent des appels provenant de groupes qui me demandent de l'aide pour mettre sur pied un projet mais il n'existe pas de méthode structurée permettant de fournir aux gens qui le demandent, aide et expertise. Il n'existe pas de consultants provinciaux qui puissent le faire.

Le sénateur Marsden: D'après vous, en existe-t-il ailleurs au Canada?

Mme Irwin: Nous avons entendu parler de l'Ontario. Dans cette province, il y a des gens qui sont embauchés pour aider les groupes communautaires à faire ce genre de travail. Notre gouvernement nous dit que nous devrions faire quelque chose dans le cadre des initiatives spéciales.